

DANS L'ACTUALITE du 25 au 27 février 2014

Textes officiels

JORF n° 0049 du 27 février 2014

Décrets portant délimitation des cantons dans divers départements

[Décret n° 2014-226 du 24 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département des Alpes-de-Haute-Provence](#)

[Décret n° 2014-227 du 24 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département des Alpes-Maritimes](#)

[Décret n° 2014-228 du 24 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Corrèze](#)

[Décret n° 2014-229 du 24 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Corse-du-Sud](#)

[Décret n° 2014-230 du 24 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de l'Essonne](#)

[Décret n° 2014-231 du 24 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département d'Eure-et-Loir](#)

[Décret n° 2014-232 du 24 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Gard](#)

[Décret n° 2014-233 du 24 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Pas-de-Calais](#)

[Décret n° 2014-234 du 24 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Sarthe](#)

[Décret n° 2014-235 du 24 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Guadeloupe](#)

[Décret n° 2014-236 du 24 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de La Réunion](#)

JORF n° 0048 du 26 février 2014

Modification de la liste des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)

[Décret n° 2014-219 du 24 février 2014 modifiant la colonne B de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement relative à la taxe générale sur les activités polluantes](#)

Définition des règles du système d'échange des quotas applicables aux installations nucléaires de base ; dispositions applicables à l'ensemble des installations relevant du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre

[Décret n° 2014-220 du 25 février 2014 relatif au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre \(période 2013-2020\) et à son extension aux équipements et installations de certaines installations nucléaires de base](#)

Décrets portant délimitation des cantons dans divers départements

[Décret n° 2014-213 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de Loir-et-Cher](#)

[Décret n° 2014-214 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département des Yvelines](#)

[Décret n° 2014-215 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Morbihan](#)

[Décret n° 2014-216 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de l'Aube](#)

[Décret n° 2014-217 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Seine-Saint-Denis](#)

[Décret n° 2014-218 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Dordogne](#)

JORF n° 0047 du 25 février 2014

Décrets portant délimitation des cantons dans divers départements

[Décret n° 2014-202 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de l'Aisne](#)

[Décret n° 2014-203 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département des Ardennes](#)

[Décret n° 2014-204 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de l'Aude](#)

[Décret n° 2014-205 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de l'Aveyron](#)

[Décret n° 2014-206 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Cher](#)

[Décret n° 2014-207 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Haut-Rhin](#)

[Décret n° 2014-208 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Marne](#)

[Décret n° 2014-209 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Mayenne](#)

[Décret n° 2014-210 du 21 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Puy-de-Dôme](#)

Jurisprudence

La question de la conformité à la Constitution de l'article L. 5210-1-2 du code général des collectivités territoriales est renvoyée au Conseil constitutionnel

[CE 19 février 2014 commune de Thonon-les-Bains, req. n° 373999](#)

Arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 5 septembre 2012 portant modification du dispositif de la circulation aérienne en région parisienne

[CE 12 février 2014 M. A. et autres, req. n° 363655](#)

Rapports entre les schémas d'assainissement et les règles d'urbanisme

[CE 12 février 2014 M. et Mme B. et l'association interdépartementale et intercommunale pour la protection du lac de Sainte-Croix, de son environnement et des lacs et sites du Verdon, req. n° 360161](#)

La mission consistant à assister et à conseiller une personne publique afin de lui permettre de passer des marchés publics d'assurance ne peut être regardée comme une mission d'intermédiation.

[CE 10 février 2014 SELARL Cabinet Henri Abecassis, req. n° 367262](#)

Résiliation d'un marché public en l'absence d'ordre de service de démarrage des travaux

[CAA Marseille 30 janvier 2014 département des Bouches-du-Rhône, req. n° 13MA00892](#)

Réponse ministérielle

Entretien des ponts routiers construits au-dessus des voies ferrées

[Rép. min. n° 9063, JO Séant du 20 février 2014](#)

Extensions mesurées des constructions

[Rép. min. n° 9190, JO Sénat du 20 février 2014](#)

Rôle des personnes publiques associées dans les documents d'urbanisme

[Rép. min. n° 9018, JO Sénat 20 février 2014](#)

Devenir des participations acquittées au titre d'une autorisation d'urbanisme en cas de renonciation du pétitionnaire

[Rép. min. n° 8728, JO Sénat 20 février 2014](#)

Régularisation des constructions illicites

[Rép. min. n° 8728, JO Sénat 20 février 2014](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Concours : un maître d'ouvrage public condamné pour prime insuffisante

[L'ordre des architectes fait la chasse aux procédures de marchés publics irrégulières et vient d'épingler un concours trop faiblement rémunéré.](#)

Source: le Moniteur du 26/02/2014

Urbanisme

Application de la directive bruit : le gouvernement hausse le ton

[Une instruction mise en ligne le 19 février 2014 demande aux préfets de mener d'ici au 14 mars un diagnostic précis sur les retards pris par les collectivités dans l'élaboration de leurs cartes et plans antibruit dans l'environnement. En cas d'inertie, le gouvernement pourrait se substituer aux collectivités.](#)

Source: le Moniteur du 26/02/2014

Environnement

Une réunion charnière pour la transition énergétique ?

[Jeudi 27 février à 14h30, les membres de la commission spécialisée du CNTE dédiée à la loi de transition énergétique se retrouvent. La précédente réunion, du 11 février, avait été annulée, les travaux ayant pris du retard.](#)

Source: le Moniteur du 26/02/2014

Des associations présentent leur propre projet de loi sur la transition énergétique

Lasses d'attendre le projet de loi de programmation sur la transition énergétique et craignant un texte moins ambitieux que prévu, plusieurs associations environnementales ont présenté ce 26 février leur propre version du projet de loi.

Source: localtis.info du 26/02/2014

Hautes-Alpes: un parc photovoltaïque enfin mis en service, deux ans après sa construction

Un parc photovoltaïque de 14 hectares érigé en 2012 dans les Hautes-Alpes vient d'être mis en service deux ans après la fin des travaux d'installation, au grand soulagement de son constructeur alsacien, Hanau Energies.

Source: le Moniteur du 26/02/2014

Collectivités territoriales

Nouveaux cantons : des "milliers de recours" en vue ?

Tous les jours depuis le 20 février, les décrets redécoupant les cantons paraissent par petites séries. Les mécontents disposent désormais de deux mois pour former des recours devant le Conseil d'Etat. Tous les électeurs en ont le droit. La bataille juridique que s'apprête à livrer l'opposition s'annonce intense. La droite n'exclut pas un report des élections départementales. Manuel Valls met en garde contre ces menaces de recours

Source : localtis.info du 26/02/2014

Transport

Le tram-train Nantes-Châteaubriant surmonte les obstacles techniques et administratifs

Près de 34 ans après sa fermeture, la ligne ferroviaire Nantes-Châteaubriant s'apprête à reprendre du service vendredi 28 février. Son exploitation s'effectuera au moyen d'un matériel de type tram-train, qui ne peut toutefois pas accéder au réseau de tramway pour l'instant. Innovations techniques et réglementaires obligent, le chantier n'aura pas été une sinécure : au lancement du projet, la desserte devait rouvrir, au moins partiellement, dès 2009.

Source : la gazette des communes du 27/02/2014

La SNCF signe une charte de bonnes pratiques avec la Fédération Nationale des Travaux Publics et Voies Ferrées de France

[SNCF Infra a signé mercredi 26 février une charte de bonnes pratiques avec la FNTP et le SETVF \(Syndicat des entrepreneurs de travaux de voies ferrées de France\) pour optimiser l'achat et la réalisation des travaux, chacun dans son domaine de responsabilité.](#)

Source : le Moniteur du 26/02/2014

Profession

Exercice des professions d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et de notaire en qualité de salarié

[La garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté une ordonnance relative à l'exercice des professions d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et de notaire en qualité de salarié.](#)

Source : conseil des ministres du 26/02/2014

Colloque / séminaire

- ▶ Premières rencontres annuelles du contentieux de l'action publique territoriale

Le 4 avril 2014 au domaine universitaire Saint-Martin-d'Hères – Amphi MSH Alpes – 38000 Grenoble.

Renseignements et inscriptions : <http://afdcl.fr>

Contact : nathalie.montagnat-rentier@upmf-grenoble.fr

Presse

Bricorama n'obtient pas réparation dans l'affaire du travail le dimanche

[Le tribunal de commerce a reconnu la faute de Castorama et Leroy Merlin. Sans les condamner.](#)

Source : les Echos du 26/02/2014

Mégalopoles : les projets les plus fous

[La Terre s'urbanise massivement. En 2050, deux humains sur trois vivront en ville. Soit 6,5 milliards d'habitants qu'il faudra abriter, chauffer, nourrir, transporter : un enjeu titanesque.](#)

Source : les Echos du 27/02/2014

Loi Duflot : l'UMP saisit le Conseil constitutionnel

[Sénateurs et députés UMP ont annoncé, lundi 24 février, avoir saisi le Conseil constitutionnel à propos de plusieurs mesures phares du projet de loi Duflot, notamment l'encadrement des loyers.](#)

Source: le Monde du 24/02/2014